



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

STATISTIQUES SUR LES RAPPORTS FINANCIERS DES PARTIS POLITIQUES



Exercice clos le 31 décembre 2003

Direction du financement
des partis politiques
Mai 2004

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

SECTION I → ENTITÉS AUTORISÉES

Les partis politiques autorisés au 31 décembre 2003 et leur représentant officiel au 30 avril 2004	2
Autorisations accordées au cours de l'exercice financier 2003	3
Retraits d'autorisation au cours de l'exercice financier 2003	4
Rapports financiers produits	5

SECTION II → RÉSULTATS ET ACTIFS NETS

Résultats et actifs nets (faits saillants)	6
Résultats des entités politiques autorisées	7
Sommaire des revenus (entités politiques autorisées)	8
Sommaires des revenus (P.L.Q., P.Q., A.D.Q./É.M.D., autres entités)	9
Excédent des produits (charges) sur les charges (produits) (5 dernières années) Partis représentés à l'Assemblée nationale	11
Actifs nets des partis et de leurs instances au 31 décembre 2003	12
Actifs nets des partis et de leurs instances (5 dernières années) Partis représentés à l'Assemblée nationale	13
Participation de l'État et participation nette de l'électeur	14

SECTION III → CONTRIBUTIONS

Contributions (faits saillants).....	15
Statistiques sur les contributions recueillies	
Ensemble des partis autorisés – Nombre et montant	17
Partis représentés à l'Assemblée nationale (2003 et 2002)	
Montant total et nombre total	18
Contributions de plus de 200 \$ – Montant et nombre	19
Contributions de 200 \$ ou moins – Montant et nombre	20
Moyenne par parti représenté à l'Assemblée nationale et l'ensemble des entités autorisées (5 dernières années).....	21
Partis représentés à l'Assemblée nationale et toutes les entités autorisées (2003 et 2002).....	22
Parti libéral du Québec (5 dernières années)	23
Parti québécois (5 dernières années).....	24
Action démocratique du Québec/Équipe Mario Dumont (5 dernières années).....	25
Revenus de contributions provenant des activités politiques	26

SECTION IV → DÉPENSES ÉLECTORALES

Dépenses électorales permises, effectuées et remboursables
(élections générales du 14 avril 2003)

Faits saillants	27
Tableau.....	28
Graphique.....	29

ANNEXES

Allocation de l'État (faits saillants)	30
Allocation aux partis politiques autorisés pour l'année 2003-2004.....	31

INTRODUCTION

En vertu de l'article 488 de la Loi électorale, le Directeur général des élections a la responsabilité de rendre accessibles au public les rapports financiers annuels produits par les partis politiques autorisés. Afin de faciliter la consultation et la compréhension des différentes données financières contenues dans ces rapports, la Direction du financement des partis politiques a préparé un document d'information intitulé « *Statistiques sur les rapports financiers des partis politiques* ».

Les rapports financiers des partis politiques sont actuellement disponibles sur le site Internet du Directeur général des élections. De plus, la publication du volume comprenant l'ensemble des rapports produits incluant entre autres la liste des électeurs dont le total des contributions dépasse 200 \$ sera disponible au cours du mois de juin 2004.

Ainsi, dans ce document d'information, nous ferons tout d'abord une nomenclature des partis politiques autorisés au 31 décembre 2003 ainsi que des diverses modifications, autorisations et retraits qui ont été apportés pour l'année civile qui vient de se terminer. Nous procéderons par la suite à une synthèse des informations émanant des rapports financiers, notamment à l'égard de l'état des résultats de même que des actifs nets des entités politiques autorisées. Nous compléterons cette section par la production de diverses statistiques se rapportant à la participation de l'État au financement des partis politiques autorisés en comparaison de celle des électeurs.

Par ailleurs, dans la présentation des données financières comparatives entre les partis politiques, une emphase particulière a été mise sur les sources de revenus provenant des contributions politiques, le tout établi en fonction des exigences de divulgation requises par la Loi électorale relatives aux contributions de plus de 200 \$ et de moins de 200 \$.

Enfin, dans la perspective de l'année électorale qui vient de se terminer (élections générales du 14 avril 2003) nous présenterons un résumé et une synthèse des dépenses électorales permises, effectuées et remboursables lors de ces dernières élections générales.

SECTION I → ENTITÉS AUTORISÉES

**LES PARTIS POLITIQUES AUTORISÉS AU 31 DÉCEMBRE 2003
ET
LEUR REPRÉSENTANT OFFICIEL AU 30 AVRIL 2004**

PARTIS POLITIQUES
AUTORISÉS

REPRÉSENTANTS
OFFICIELS

Action démocratique du Québec/Équipe Mario Dumont

Denis Massé
tél.: (514) 270-4413

Bloc pot

Marc-Boris St-Maurice
tél.: (514) 521-8764

Parti égalité/Equality Party

Alex Ross
tél.: (450) 247-3223

Parti démocratie chrétienne du Québec

Lisette Gélineau-Gauthier
tél. : (450) 674-1732

Parti libéral du Québec/
Québec Liberal Party

Alain Paquin
tél.: (514) 288-4364

Parti marxiste-léniniste du Québec

Christian Legeais
tél.: (514) 522-1373

Parti québécois

Pierre Séguin
tél.: (514) 526-0020

Parti vert du Québec/
Green Party of Québec

Lynette Tremblay
tél.: (514) 270-3778

Union des forces progressistes

Claude Ricard
tél.: (514) 278-9014

AUTORISATIONS ACCORDÉES AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2003

DÉNOMINATION OFFICIELLE

DATE D'AUTORISATION

PARTI

Équipe options 2003-02-17

INSTANCES

A.D.Q./É.M.D. Circonscription de Huntingdon 2003-02-10

A.D.Q./É.M.D. Circonscription de Mirabel 2003-02-10

P.L.Q. Circonscription de Mirabel 2003-02-25

P.L.Q. Circonscription de Soulanges 2003-02-25

P.V.Q./G.P.Q. Circonscription d'Argenteuil 2003-11-03

P.V.Q./G.P.Q. Circonscription de Bonaventure 2003-03-18

P.V.Q./G.P.Q. Région des Laurentides 2003-03-18

P.V.Q./G.P.Q. Région de Québec 2003-11-03

U.F.P. Circonscription de Chicoutimi 2003-02-10

U.F.P. Circonscription de Mercier 2003-03-07

U.F.P. Circonscription de Rosemont 2003-02-10

U.F.P. Circonscription de Sainte-Marie-Saint-Jacques 2003-02-10

U.F.P. Circonscription de Taschereau 2003-03-07

U.F.P. Région de Chaudière-Appalaches 2003-12-08

U.F.P. Région de Lanaudière 2003-11-03

U.F.P. Région de la Montérégie 2003-02-10

U.F.P. Région de Québec 2003-03-07

RETRAITS D'AUTORISATION AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2003

DÉNOMINATION OFFICIELLE	DATE D'AUTORISATION	DATE DU RETRAIT
-------------------------	------------------------	--------------------

PARTIS

Parti communiste du Québec	1978-04-10	2003-03-29
Parti innovateur du Québec	1994-01-04	2003-03-29
Parti de la loi naturelle du Québec Natural Law Party of Québec	1994-04-22	2003-03-29
Parti démocrate du Québec	2002-11-20	2003-03-29
Équipe options	2003-02-17	2003-03-29

INSTANCES

A.D.Q./É.M.D.	Jeanne-Mance	1997-12-18	2003-03-13
A.D.Q./É.M.D.	Sauvé	1994-07-25	2003-03-13
P.L.Q.	Bourassa	1978-06-19	2003-02-06
P.L.Q.	Viger	1981-03-13	2003-02-06
P.Q.	Jeanne-Mance	1978-04-07	2003-03-13
P.Q.	Sauvé	1978-04-07	2003-03-13

RAPPORTS FINANCIERS PRODUITS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003

PARTIS POLITIQUES	9
<hr/>	
Action démocratique du Québec/Équipe Mario Dumont	125
Parti libéral du Québec	125
Parti québécois	142
Parti vert du Québec	4
Union des forces progressistes	12
INSTANCES	408
<hr/>	
CANDIDATS INDÉPENDANTS AUTORISÉS	5
<hr/>	
TOTAL	422

SECTION II → RÉSULTATS ET ACTIFS NETS

RÉSULTATS ET ACTIFS NETS

Pour 2003, les rapports financiers des entités politiques montrent des produits pour 33 062 990 \$ et des charges pour 38 135 091 \$. Il faut souligner que les produits comprennent 10 446 257 \$ de remboursement de dépenses électorales qui représente 31,6 % des produits alors que les 17 543 427 \$ de contributions des électeurs comptent pour 53,1 % des produits.

L'ensemble des entités politiques a présenté pour l'exercice 2003 un excédent des charges sur les produits qui totalise 5 072 101 \$. Les données sur cinq ans démontrent que les trois partis représentés à l'Assemblée nationale avaient, avec leurs instances, dégagé au cours des quatre exercices précédents des excédents des produits sur les charges.

Au 31 décembre 2003, le total des actifs nets des entités autorisées et de leurs instances est de 548 006 \$. Quatre partis politiques et leurs instances présentent des actifs nets alors que cinq partis cumulent un déficit.

Les données sur cinq ans montrent la situation financière des trois partis politiques représentés à l'Assemblée nationale en considérant la situation post-électorale et préélectorale.

Sur les cinq dernières années, la participation de l'État au financement des entités politiques a varié de 43,6 % à 73,1 %.

Les crédits d'impôt accordés sur les contributions des électeurs effectuées dans une année électorale ou préélectorale ont pour effet d'accroître la participation de l'État dans l'année qui suit celle où la contribution est versée. De plus, dans l'année des élections les remboursements des dépenses électorales contribuent à augmenter la participation de l'État.

RÉSULTATS DES ENTITÉS POLITIQUES AUTORISÉES

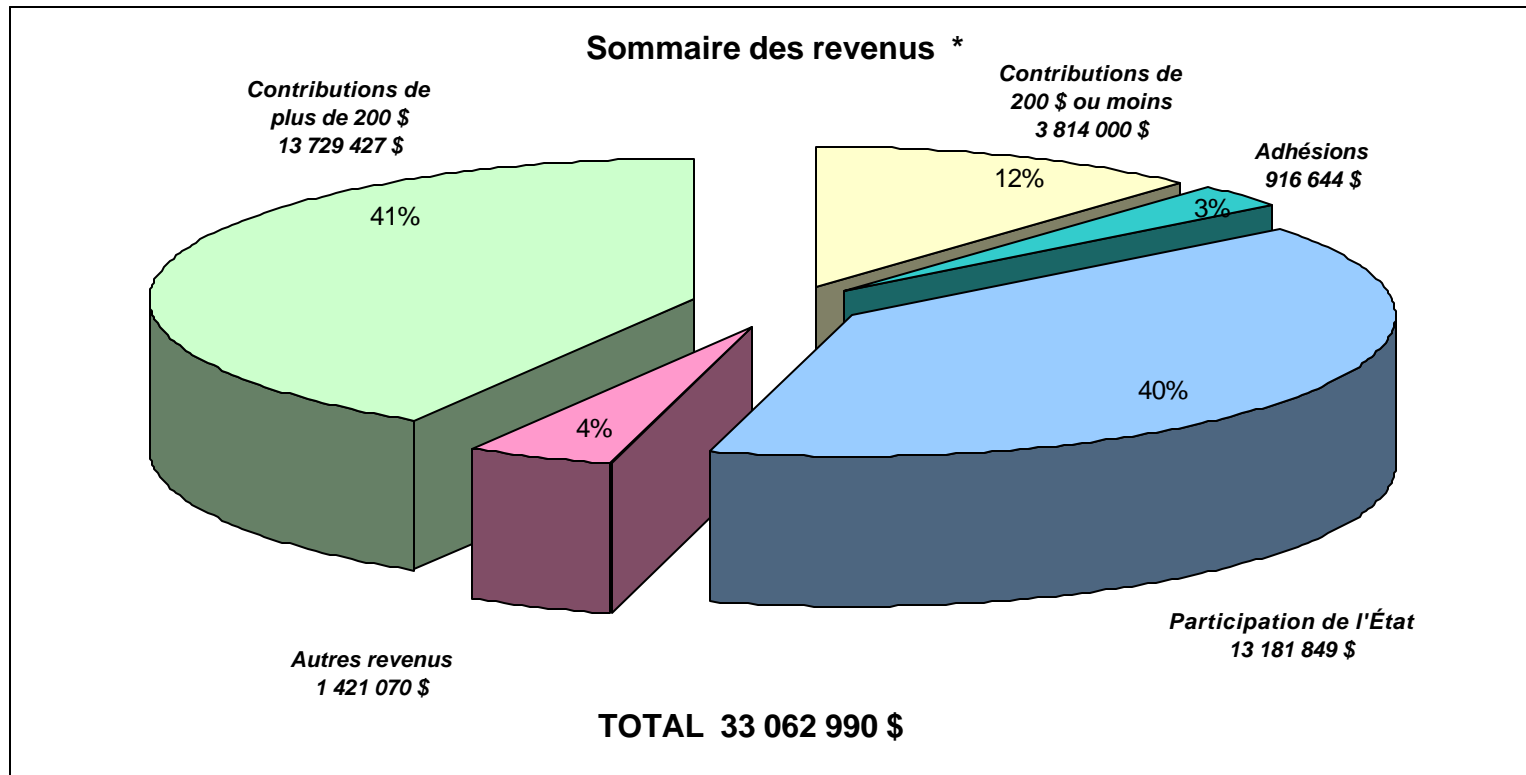
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003

	PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC		PARTI QUÉBÉCOIS		ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC/ÉQUIPE MARIO DUMONT		AUTRES ENTITÉS		TOTAL	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Produits*										
parti	11 888 713	58,8	4 623 501	22,9	3 366 922	16,6	353 751	1,7	20 232 887	100,0
instances	2 671 911	20,8	6 854 145	53,4	3 211 623	25,1	92 424	0,7	12 830 103	100,0
	14 560 624	44,0	11 477 646	34,7	6 578 545	19,9	446 175	1,4	33 062 990	100,0
Charges*										
parti	9 898 952	41,5	7 420 368	31,1	6 078 558	25,5	458 437	1,9	23 856 315	100,0
instances	4 797 064	33,6	6 235 433	43,7	3 170 585	22,2	75 694	0,5	14 278 776	100,0
	14 696 016	38,5	13 655 801	35,8	9 249 143	24,3	534 131	1,4	38 135 091	100,0
Excédent des produits (charges) sur les charges (produits)	(135 392)	2,7	(2 178 155)	42,9	(2 670 598)	52,7	(87 956)	1,7	(5 072 101)	100,0

* Les données excluent les transferts entre les partis et leurs instances

ENTITÉS POLITIQUES AUTORISÉES

EXTRAITS DES RAPPORTS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003

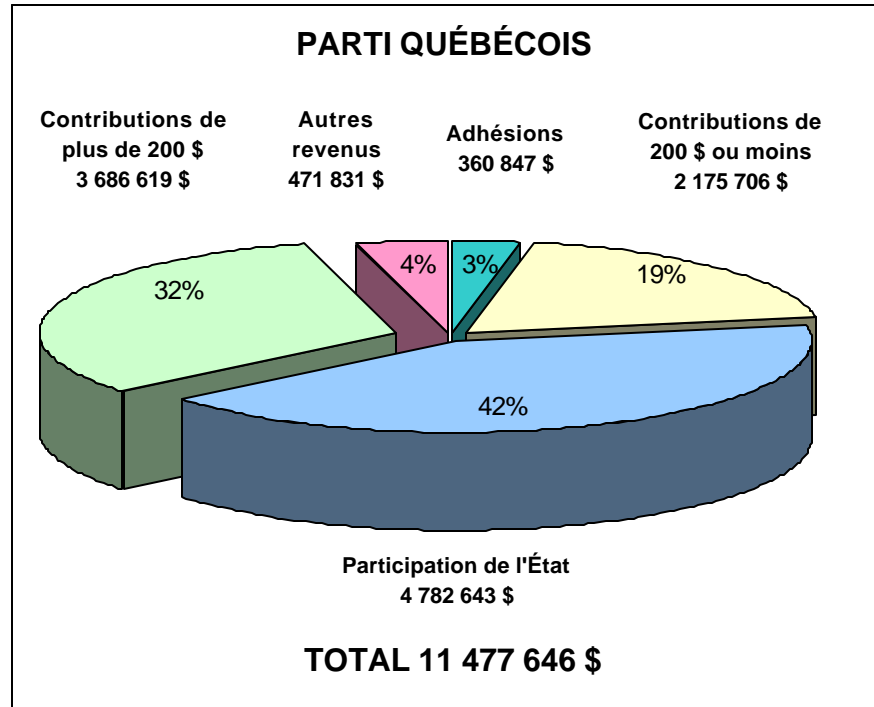
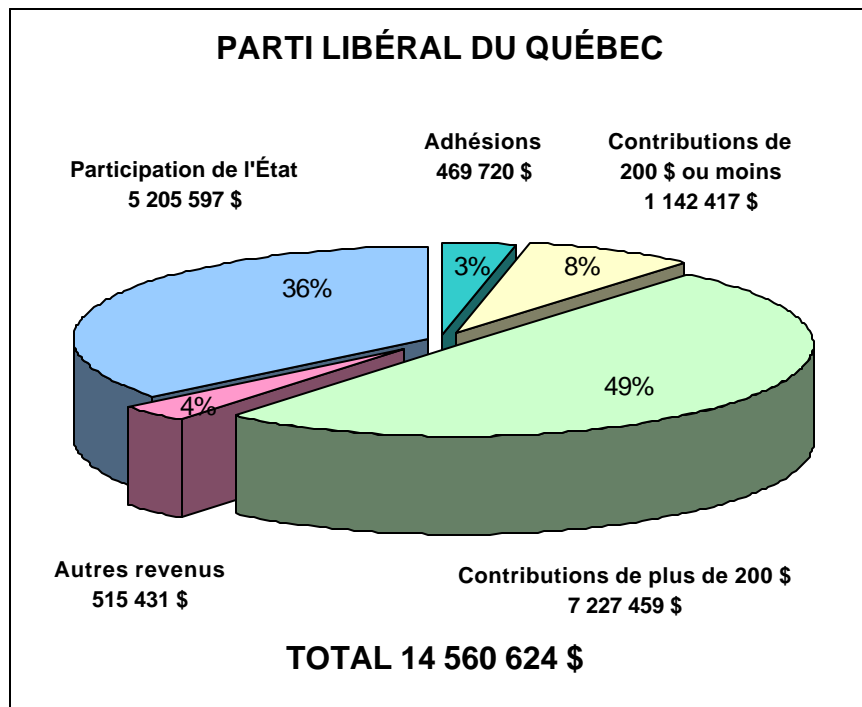


* Les revenus des partis incluent, le cas échéant, ceux de leurs instances respectives.
Toutefois, les transferts entre ces mêmes entités ont été éliminés.

Directeur général des élections
Direction du financement des partis politiques
Mai 2004

ENTITÉS POLITIQUES AUTORISÉES

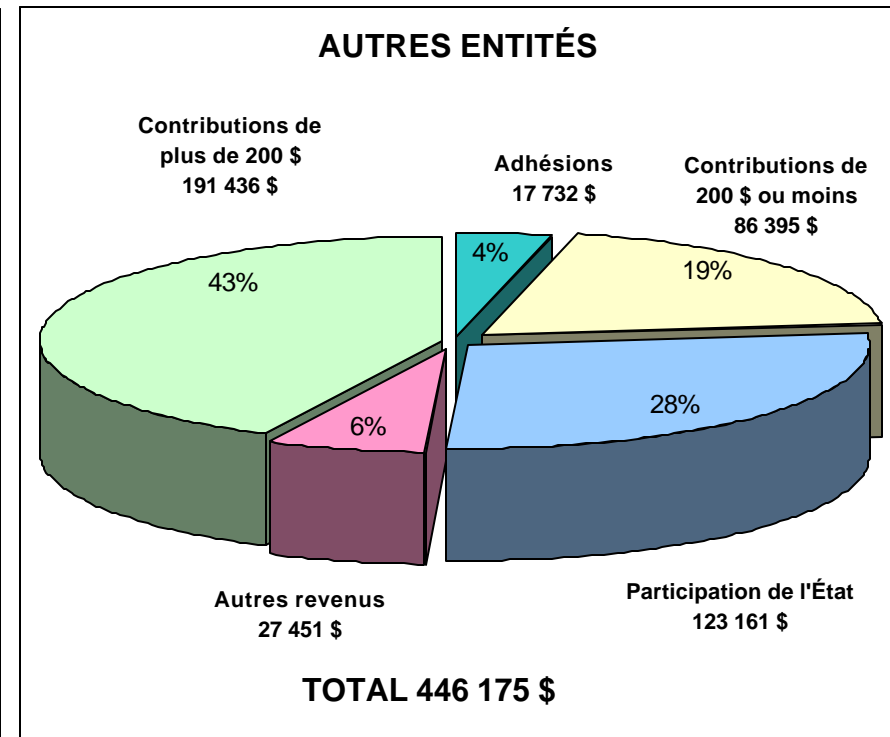
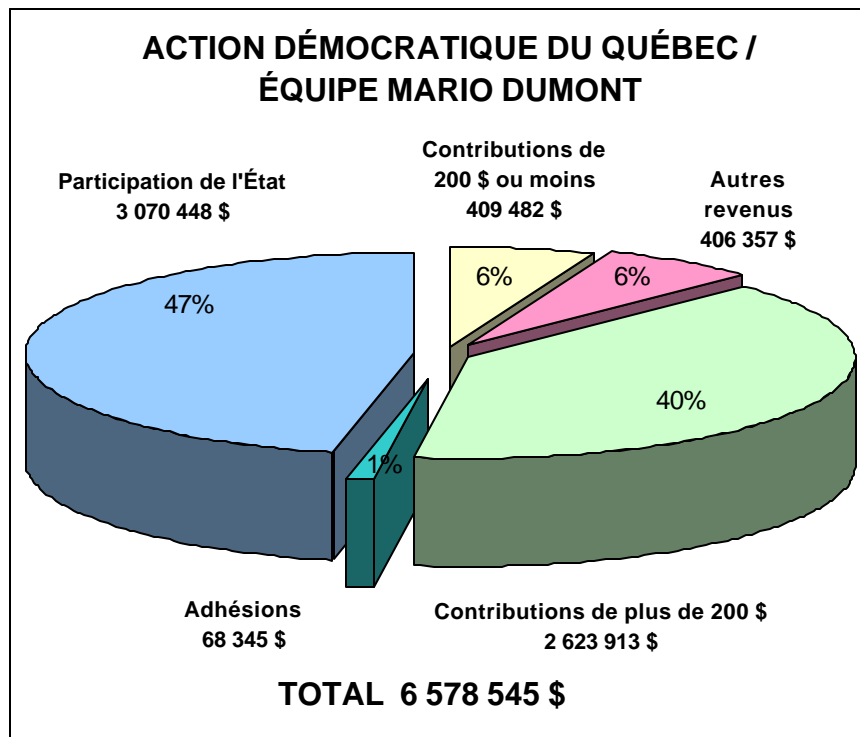
SOMMAIRE DES REVENUS * EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003



* Les revenus des partis incluent, le cas échéant, ceux de leurs instances respectives. Toutefois, les transferts entre ces mêmes entités ont été éliminés.

ENTITÉS POLITIQUES AUTORISÉES

SOMMAIRE DES REVENUS * EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003



* Les revenus des partis incluent, le cas échéant, ceux de leurs instances respectives. Toutefois, les transferts entre ces mêmes entités ont été éliminés.

**EXCÉDENT DES PRODUITS (CHARGES)
SUR LES CHARGES (PRODUITS)***

PARTIS REPRÉSENTÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE	PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC	PARTI QUÉBÉCOIS	ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC/ ÉQUIPE MARIO DUMONT
	\$	\$	\$
2003	(135 392)	(2 178 155)	(2 670 598)
2002	815 398	315 680	848 102
2001	2 045 133	635 262	70 535
2000	888 338	277 524	49 907
1999	1 063 016	672 517	8 118

* Les données excluent les transferts entre les partis et leurs instances

**ACTIFS NETS DES PARTIS ET DE LEURS INSTANCES
AU 31 DÉCEMBRE 2003**

	PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC	PARTI QUÉBÉCOIS	ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC/ÉQUIPE MARIO DUMONT	AUTRES ENTITÉS
	\$	\$	\$	\$
PARTIS				
Actifs nets (déficit)	745 987	(220 938)	(1 318 792)	* (50 084)
INSTANCES				
Encaisse **	593 318	665 175	185 574	12 435
Placements **	165 938	99 315	17 000	—
Emprunts **	(187 650)	(232 540)	(423 919)	(5 000)
Transfert à recevoir du (à payer au) parti ***	423 638	89 877	(11 328)	—
	995 244	621 827	(232 673)	7 435
ACTIFS NETS (DÉFICITS) PARTIS ET INSTANCES	1 741 231	400 889	(1 551 465)	(42 649)

On ne peut être certain de l'exactitude de ce tableau. Ceci découle du fait que les instances autorisées ne sont pas tenues de produire un bilan vérifié qui permettrait de connaître précisément leur actif, leur passif et leurs actifs nets. De même, les données des autres entités comprennent celles des rapports financiers non vérifiés des entités dont l'autorisation a été retirée au cours de l'année. Toutefois, compte tenu que chaque instance autorisée doit divulguer son encaisse, ses placements et ses emprunts, on peut conclure que ce tableau reflète assez bien les actifs nets des partis.

* Cette donnée comprend le déficit des candidats indépendants autorisés qui s'élève à (21 436 \$).

** Ces données proviennent des notes complémentaires aux états financiers des partis ou d'une compilation du solde de ces postes au rapport financier de chaque instance du parti.

*** Ces données proviennent du bilan des partis.

ACTIFS NETS DES PARTIS ET DE LEURS INSTANCES

PARTIS REPRÉSENTÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

AU 31 DÉCEMBRE	PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC	PARTI QUÉBÉCOIS	ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC/ÉQUIPE MARIO DUMONT
	\$	\$	\$
2003			
- parti	745 987	(220 938)	(1 318 792)
- instances	995 244	621 827	(232 673)
	1 741 231	400 889	(1 551 465)
2002			
- parti	2 899 522	179 344	641 558
- instances	912 594	2 539 157	316 312
	3 812 116	2 718 501	957 870
2001			
- parti	2 419 621	411 907	(21 113)
- instances	921 736	2 146 683	67 648
	3 341 357	2 558 590	46 535
2000			
- parti	793 924	512 925	(78 232)
- instances	707 602	1 290 485	37 615
	1 501 526	1 803 410	(40 617)
1999			
- parti	(51 084)	481 992	(111 101)
- instances	1 120 660	1 052 052	16 733
	1 069 576	1 534 044	(94 368)

PARTICIPATION DE L'ÉTAT ET PARTICIPATION NETTE DE L'ÉLECTEUR

	2003	2002	2001	2000	1999
	\$	\$	\$	\$	\$
Allocation aux partis *	2 705 214	2 625 293	2 629 332	2 624 715	2 621 203
Remboursement des frais de vérification *	30 378	24 706	24 242	18 945	18 433
Remboursement des dépenses électorales *	10 446 257	340 380	197 408	99 318	898 207
	13 181 849	2 990 379	2 850 982	2 742 978	3 537 843
Crédits d'impôt **	5 204 000	4 217 000	3 468 000	3 420 000	5 001 000
Participation de l'État aux entités politiques	18 385 849	7 207 379	6 318 982	6 162 978	8 538 843
Contributions *	17 543 427	12 245 855	9 923 241	7 774 842	7 260 828
Adhésions *	916 644	1 016 894	840 844	710 493	705 055
Revenus d'activités *	257 588	278 347	224 944	603 447	168 645
Dons anonymes *	37 052	10 539	18 557	7 917	13 102
	18 754 711	13 551 635	11 007 586	9 096 699	8 147 630
Moins: crédits d'impôts accordés	(5 204 000)	(4 217 000)	(3 468 000)	(3 420 000)	(5 001 000)
Participation nette des électeurs	13 550 711	9 334 635	7 539 586	5 676 699	3 146 630
Total des participations	31 936 560	16 542 014	13 858 568	11 839 677	11 685 473
% de la participation de l'État	57,6%	43,6%	45,6%	52,1%	73,1%

* Données extraites des rapports financiers (partis et instances)

** Données du M.R.Q. pour les années civiles jusqu'à 2001 pour l'année d'imposition précédente. Pour les années civiles 2002 et 2003, les crédits d'impôts ont été estimés à partir du pourcentage moyen des crédits accordés pour les quatre années précédentes sur le total des contributions recueillies par les entités politiques

SECTION III → CONTRIBUTIONS

CONTRIBUTIONS

Les différentes données financières se rapportant aux contributions recueillies par les partis politiques et par leurs instances sont présentées de façon plus détaillée dans les divers tableaux et graphiques qui suivent (tableaux comparatifs entre partis et base comparative sur les années antérieures). Succinctement, on peut tout de même en dégager certains éléments essentiels :

- Globalement, pour l'année 2003, les revenus de contributions recueillis par les partis politiques autorisés s'établissent à 17 543 427 \$ sur des revenus totaux de 33 062 990 \$, soit un pourcentage représentant 53 % de ces revenus. Ce montant de 17 543 427 \$ représente une hausse de 30 % par rapport à l'année 2002.
- Les trois partis politiques représentés à l'Assemblée nationale ont amassé à eux seuls 98,4 % des contributions de l'ensemble des partis politiques autorisés. Ces trois partis ont vu leurs revenus de contributions s'accroître dans une proportion allant de 32 % à 70 % entre 2002 et 2003.
- En terme de contributions de 200 \$ et plus et celles de 200 \$ ou moins, on peut dégager les points suivants parmi les trois partis représentés à l'Assemblée nationale du Québec :

a) Parti libéral du Québec

Entre 2002 et 2003, le Parti libéral du Québec a obtenu un accroissement de 47 % de ses revenus en provenance des contributions de plus de 200 \$, revenus qui sont passés de 4 922 878 \$ à 7 227 459 \$. En revanche, les contributions de moins de 200 \$ ont subi une diminution de 19 % entre 2002 et 2003 (1 142 417 \$ par rapport à 1 415 964 \$). Du reste, cette hausse dans les contributions de plus de 200 \$ explique l'augmentation du taux de la contribution moyenne entre 2002 et 2003 qui est passé de 242 \$ à 319 \$, soit une hausse de 32 %. Enfin, mentionnons que les revenus de contributions provenant des activités à caractère politique représentent 57 % de l'ensemble des contributions recueillies par le parti pour l'année 2003 (4 730 921 \$ sur un total de 8 369 876 \$).

b) Parti québécois

Entre 2002 et 2003, le Parti québécois a vu un accroissement global de ses revenus de contributions de 46 % (4 016 889 \$ à 5 862 325 \$). Cette augmentation s'est reflétée tant par le biais des contributions de plus de 200 \$ que par celles de 200 \$ ou moins. De fait, la contribution moyenne s'est accrue de 16 % par rapport à 2002 (128 \$ à 148 \$).

Cette moyenne de contribution est demeurée sensiblement la même au cours des cinq dernières années.

Par ailleurs, le Parti québécois est celui qui a recueilli parmi les partis politiques le plus grand nombre de contributions de la part des électeurs, soit un total de 39 685 représentant une hausse de 27 % par rapport à l'année 2002. Enfin, le parti a recueilli des contributions de 2 247 514 \$ en provenance d'activités à caractère politique, soit une proportion de 38 % de ses revenus de contributions.

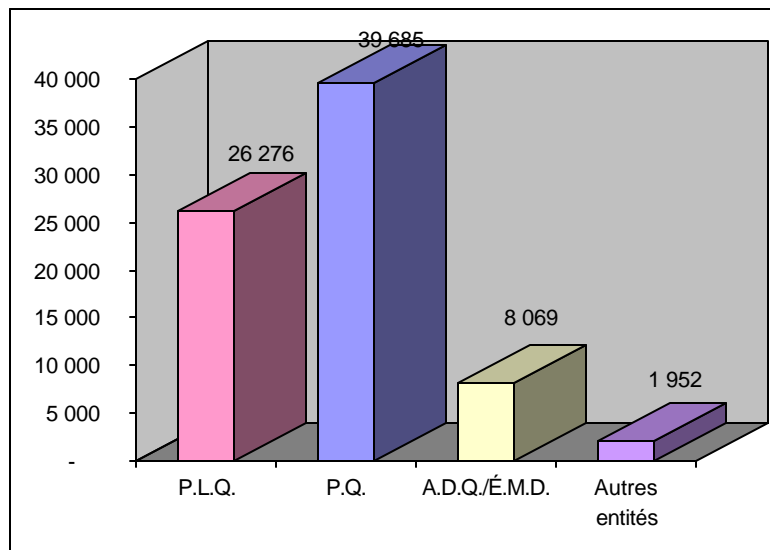
c) Action démocratique du Québec /Équipe Mario Dumont

Entre 2002 et 2003, l'Action démocratique du Québec/Équipe Mario Dumont a bénéficié d'une augmentation de ses revenus de contributions de 1 780 503 \$ à 3 033 395 \$, soit une hausse de 70 %. En outre, malgré une hausse de 33 % de ses revenus de contributions de 200 \$ ou moins par rapport à 2002 (308 478 \$ à 409 482 \$), les revenus de contributions de plus de 200 \$ représentent encore plus de 80 % de l'ensemble de ses contributions (soit un taux de 87 % en 2003 versus 83 % en 2002) pour une contribution moyenne qui se situe à 376 \$ comparativement à 330 \$ en 2002. Finalement, le parti a recueilli des contributions de 614 800 \$ lors d'activités à caractère politique, soit une proportion de 20 % de l'ensemble de ses revenus de contributions.

RAPPORTS FINANCIERS DES ENTITÉS AUTORISÉES (PROVINCIAL)

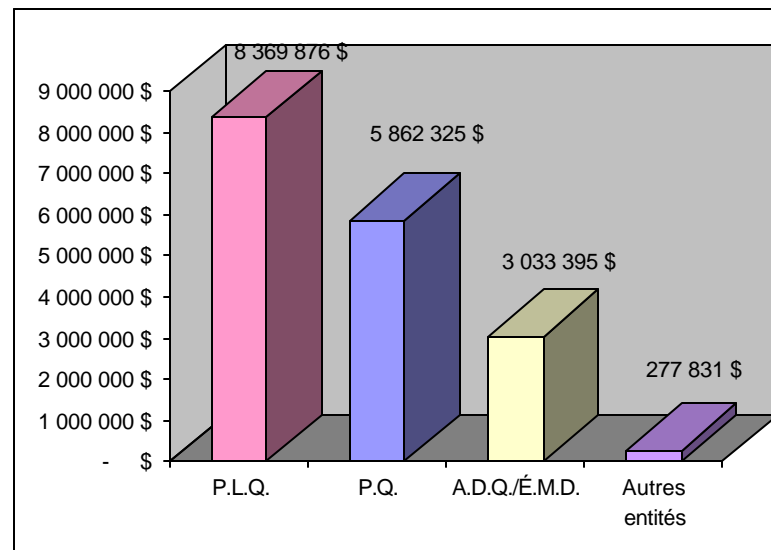
STATISTIQUES RELATIVES AUX CONTRIBUTIONS RECUEILLIES ANNÉE 2003

NOMBRE DE CONTRIBUTIONS RECUEILLIES



TOTAL 75 982

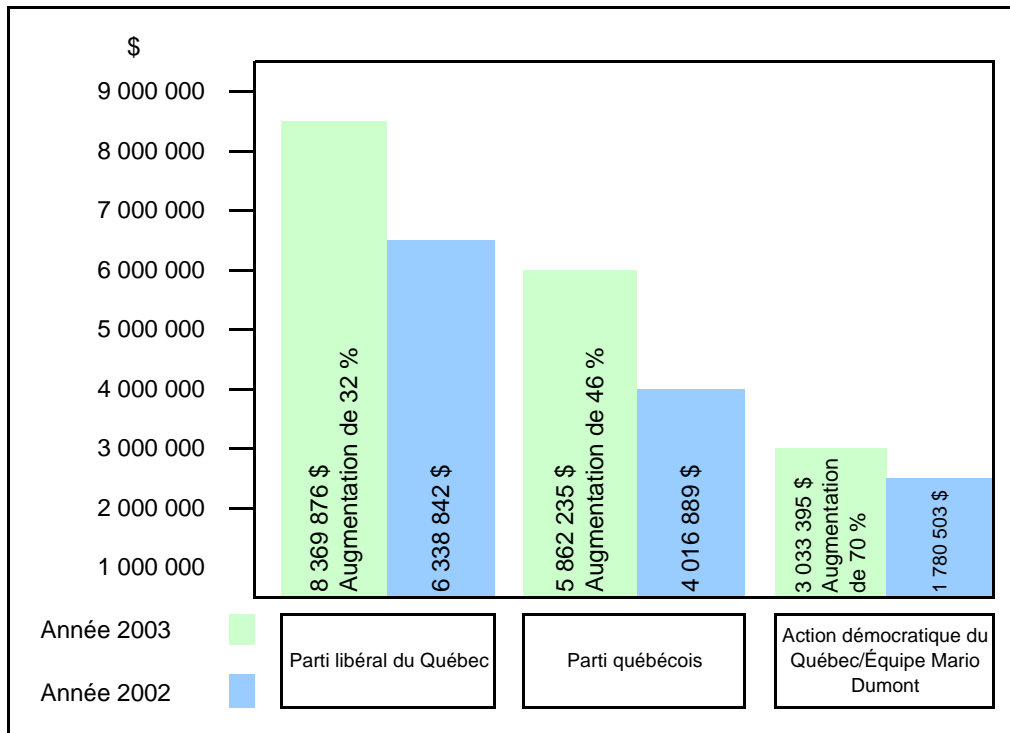
MONTANT RECUEILLI



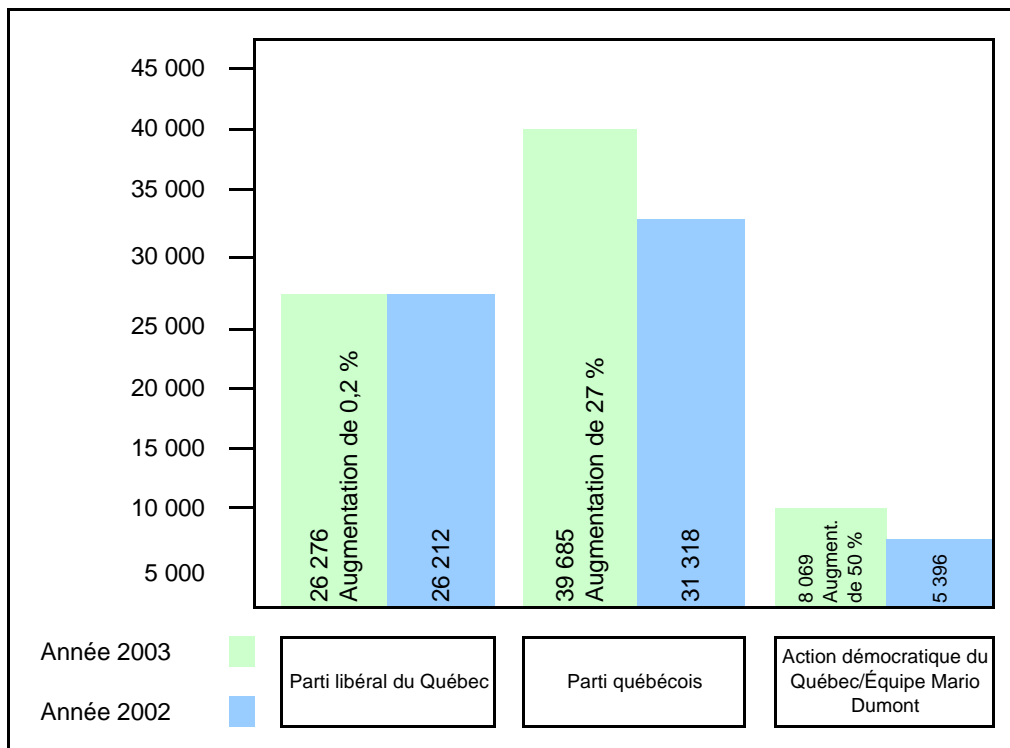
TOTAL 17 543 427 \$

STATISTIQUES SUR LES CONTRIBUTIONS RECUEILLIES

MONTANT TOTAL DES CONTRIBUTIONS

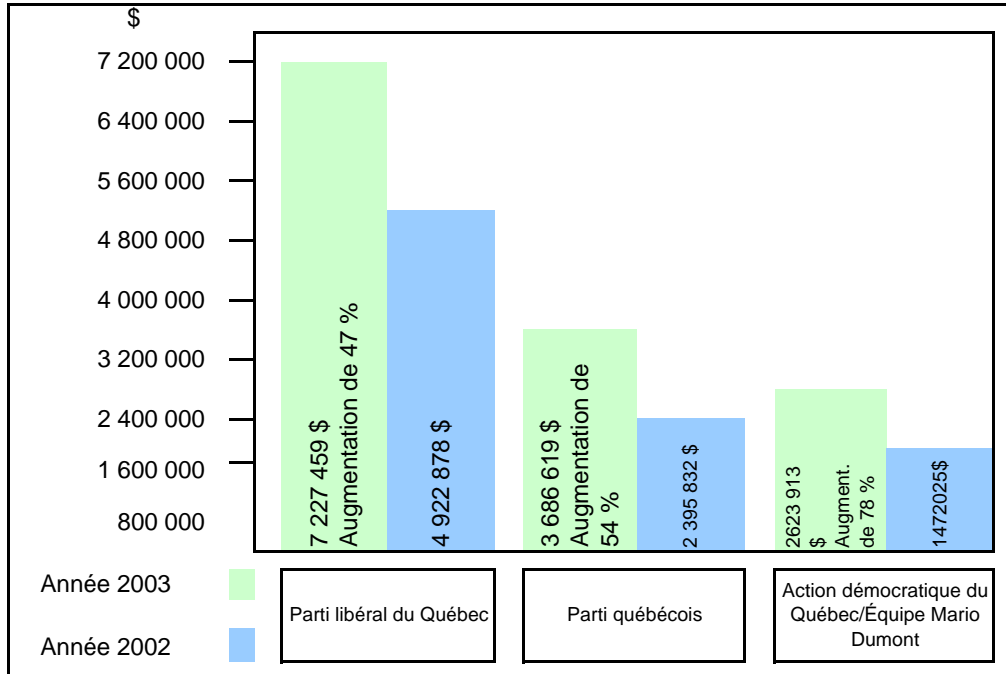


NOMBRE TOTAL DES CONTRIBUTIONS

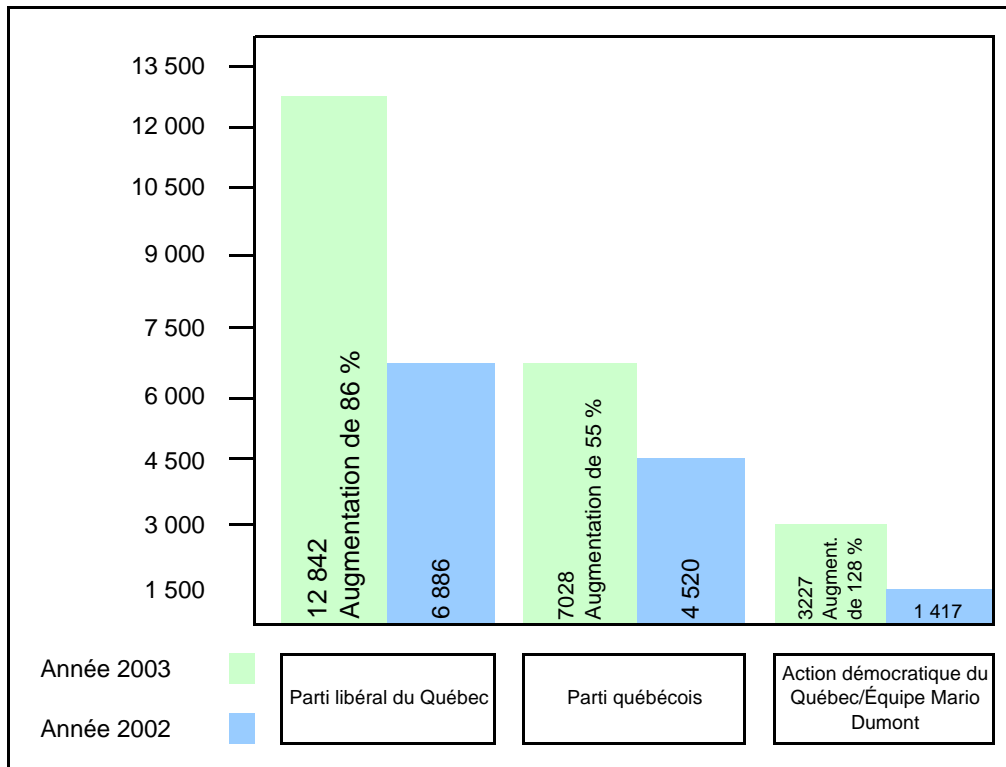


STATISTIQUES SUR LES CONTRIBUTIONS RECUEILLIES DE PLUS DE 200 \$

MONTANT RECUEILLI

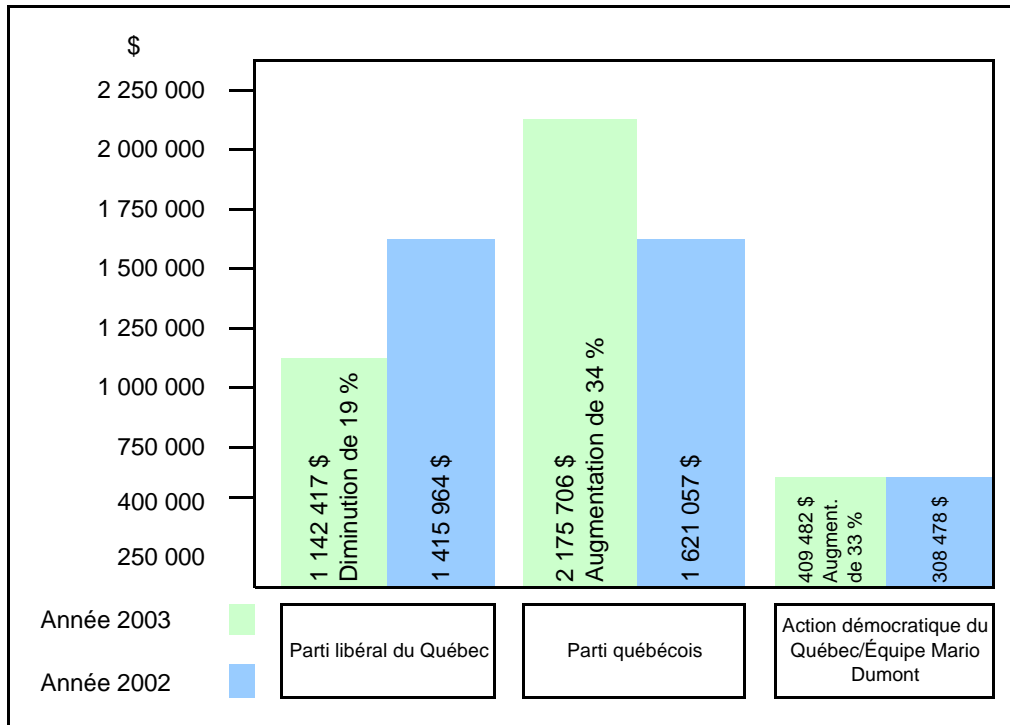


NOMBRE DE CONTRIBUTIONS RECUEILLIES

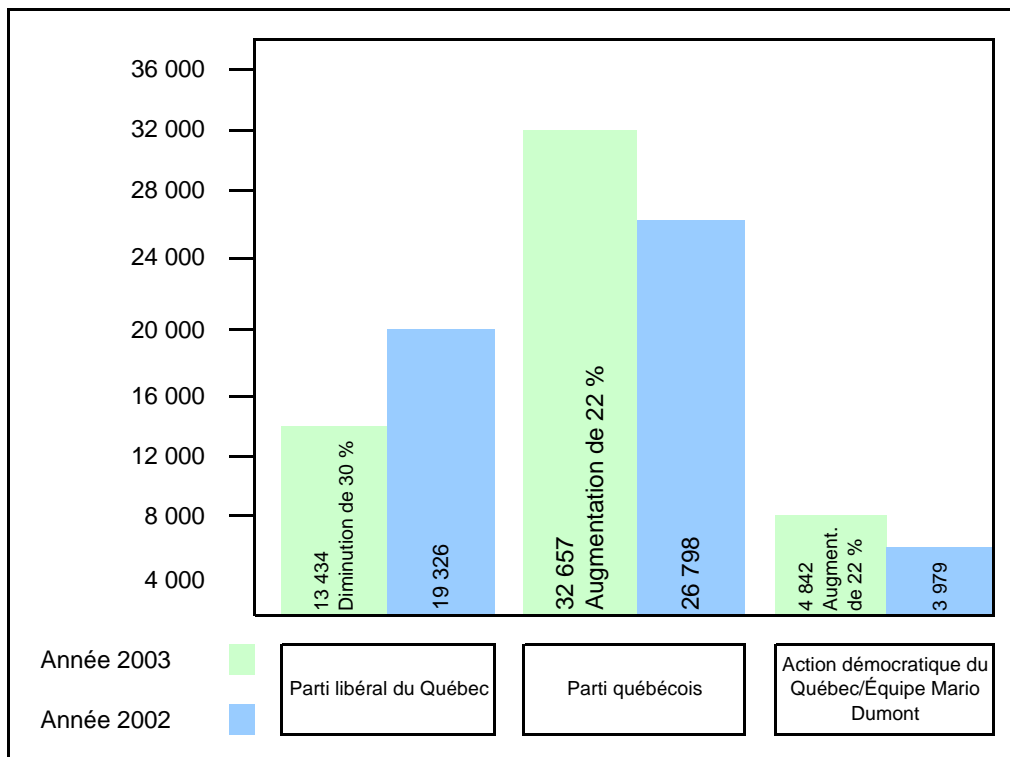


STATISTIQUES SUR LES CONTRIBUTIONS RECUEILLIES DE 200 \$ OU MOINS

MONTANT RECUEILLI



NOMBRE DE CONTRIBUTIONS RECUEILLIES



**STATISTIQUES SUR LES CONTRIBUTIONS RECUEILLIES
DES ENTITÉS POLITIQUES AUTORISÉES**

EXTRAITS DES RAPPORTS FINANCIERS PRODUITS

	NOMBRE	MONTANT \$	MOYENNE \$
PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC			
2003	26 276	8 369 876	319
2002	26 212	6 338 842	242
2001	23 644	5 529 347	234
2000	18 774	3 708 022	198
1999	19 197	3 164 429	165
PARTI QUÉBÉCOIS			
2003	39 685	5 862 325	148
2002	31 318	4 016 889	128
2001	31 821	4 108 321	129
2000	33 289	3 899 723	117
1999	30 989	3 918 228	126
ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC/ ÉQUIPE MARIO DUMONT			
2003	8 069	3 033 395	376
2002	5 396	1 780 503	330
2001	1 496	173 130	116
2000	1 601	107 925	67
1999	1 110	112 331	101
ENSEMBLE DES ENTITÉS AUTORISÉS			
2003	75 982	17 543 427	231
2002	64 469	12 245 855	190
2001	58 082	9 923 241	171
2000	54 346	7 774 842	143
1999	51 909	7 260 828	140

STATISTIQUES SUR LES CONTRIBUTIONS RECUEILLIES

	2003					2002				
	Nombre	%	Montant \$	%	Moyenne \$	Nombre	%	Montant \$	%	Moyenne \$
PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC										
De 200 \$ ou moins	13 434	51%	1 142 417	14%	85	19 326	74%	1 415 964	22%	73
De plus de 200 \$	12 842	49%	7 227 459	86%	563	6 886	26%	4 922 878	78%	715
Total	26 276	100%	8 369 876	100%	319	26 212	100%	6 338 842	100%	242
PARTI QUÉBÉCOIS										
De 200 \$ ou moins	32 657	82%	2 175 706	37%	67	26 798	86%	1 621 057	40%	60
De plus de 200 \$	7 028	18%	3 686 619	63%	525	4 520	14%	2 395 832	60%	530
Total	39 685	100%	5 862 325	100%	148	31 318	100%	4 016 889	100%	128
ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC/ ÉQUIPE MARIO DUMONT										
De 200 \$ ou moins	4 842	60%	409 482	13%	85	3 979	74%	308 478	17%	78
De plus de 200 \$	3 227	40%	2 623 913	87%	813	1 417	26%	1 472 025	83%	1039
Total	8 069	100%	3 033 395	100%	376	5 396	100%	1 780 503	100%	330
TOUTES LES ENTITÉS AUTORISÉS										
De 200 \$ ou moins	52 553	69%	3 814 000	22%	73	51 526	80%	3 402 633	28%	66
De plus de 200 \$	23 429	31%	13 729 427	78%	586	12 943	20%	8 843 222	72%	683
Total	75 982	100%	17 543 427	100%	231	64 469	100%	12 245 855	100%	190

SOMMAIRE DES CONTRIBUTIONS RECUEILLIES

ANNÉE	200 \$ ou <u>moins</u>		Plus de 200 \$		Cumulatif	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Montant total \$	Contribution moyenne \$
2003	13 434	1 142 417	12 842	7 227 459	8 369 876	319
2002	19 326	1 415 964	6 886	4 922 878	6 338 842	242
2001	18 127	1 367 340	5 517	4 162 007	5 529 347	234
2000	14 882	1 202 174	3 892	2 505 848	3 708 022	198
1999	15 726	1 208 654	3 471	1 955 775	3 164 429	165

PARTI QUÉBÉCOIS

SOMMAIRE DES CONTRIBUTIONS RECUEILLIES

ANNÉE	200 \$ ou moins		Plus de 200 \$		Cumulatif	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Montant total	Contribution moyenne
		\$		\$		
2003	32 657	2 175 706	7 028	3 686 619	5 862 325	148
2002	26 798	1 621 057	4 520	2 395 832	4 016 889	128
2001	27 329	1 677 957	4 492	2 430 364	4 108 321	129
2000	29 552	1 788 094	3 737	2 111 629	3 899 723	117
1999	27 223	1 781 570	3 766	2 136 658	3 918 228	126

**ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC/
ÉQUIPE MARIO DUMONT**

SOMMAIRE DES CONTRIBUTIONS RECUEILLIES

ANNÉE	200 \$ ou moins		Plus de 200 \$		Cumulatif	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Montant total	Contribution moyenne
		\$		\$		
2003	4 842	409 482	3 227	2 623 913	3 033 395	376
2002	3 979	308 478	1 417	1 472 025	1 780 503	330
2001	1 322	76 317	174	96 813	173 130	116
2000	1 514	66 546	87	41 379	107 925	67
1999	986	53 959	124	58 372	112 331	101

REVENUS DE CONTRIBUTIONS PROVENANT DES ACTIVITÉS POLITIQUES-ANNÉE 2003

	Prix d'admission	Nombre d'activités	Contributions	
			\$	%
PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC	200 \$ et <u>moins</u>	109	1 579 898	33,4%
	201 \$ à 499 \$	22	905 655	19,1%
	500 \$ à 999 \$	15	377 987	8,0%
	1 000 \$ et plus	31	1 867 381	39,5%
	Total		177	4 730 921
PARTI QUÉBÉCOIS	200 \$ et <u>moins</u>	108	1 319 614	58,7%
	201 \$ à 499 \$	7	817 750	36,4%
	500 \$ à 999 \$	4	44 150	2,0%
	1 000 \$ et plus	2	66 000	2,9%
	Total		121	2 247 514
ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC/ ÉQUIPE MARIO DUMONT	200 \$ et <u>moins</u>	60	317 194	51,6%
	201 \$ à 499 \$	12	174 456	28,4%
	500 \$ à 999 \$	1	7 650	1,2%
	1 000 \$ et plus	2	115 500	18,8%
	Total		75	614 800

N-B: Les revenus de contributions provenant des activités politiques incluent ceux inscrits dans les rapports de leurs instances respectives.

SECTION IV → DÉPENSES ÉLECTORALES

DÉPENSES ÉLECTORALES PERMISES, EFFECTUÉES ET REMBOURSABLES (ÉLECTIONS GÉNÉRALES D'AVRIL 2003)

Lors d'élections générales, les dépenses électorales des partis et des candidats sont plafonnées et elles donnent lieu, sous certaines conditions, à un remboursement de l'État à une hauteur de 50 %. Les plafonds des dépenses électorales, calculés en fonction du nombre d'électeurs inscrits à la liste électorale, sont ajustés le 1^{er} avril de chaque année selon l'indice moyen des prix à la consommation pour l'année précédente. Aux élections générales de 2003, pour le parti, le taux était de 0,62 \$ par électeur dans l'ensemble des circonscriptions où le parti présentait un candidat et pour le candidat, le taux était de 1,04 \$ par électeur de sa circonscription ⁽¹⁾. En 1998, ces limites étaient respectivement de 0,60 \$ et de 1,00 \$.

La limite des dépenses électorales permises pour l'ensemble des partis et des candidats était de 46 660 169 \$ (voir tableau ci-joint) comparativement à 41 248 392 \$ en 1998 soit une hausse de 5 411 777 \$ ou 13,1 %. Le total des dépenses effectuées lors des élections générales d'avril 2003 s'est élevé, quant à lui, à 22 954 780 \$ comparativement à 15 210 616 \$ en 1998 pour une hausse de 7 744 164 \$ ou 50,9 % (voir tableau ci-joint).

Sans égard aux ajustements nécessaires découlant des vérifications faites par le DGE des rapports de dépenses électorales produits par les agents officiels des partis et des candidats, le total des remboursements par l'État, de 50 % des dépenses électorales admissibles, s'élève aux alentours de 11 000 000 \$ alors qu'il atteignait près de 7 500 000 \$ en 1998. Rappelons que pour obtenir un remboursement, un candidat doit avoir été élu ou avoir obtenu 15 % des votes valides. Dans le cas d'un parti politique, celui-ci doit avoir obtenu au moins 1 % des votes valides.

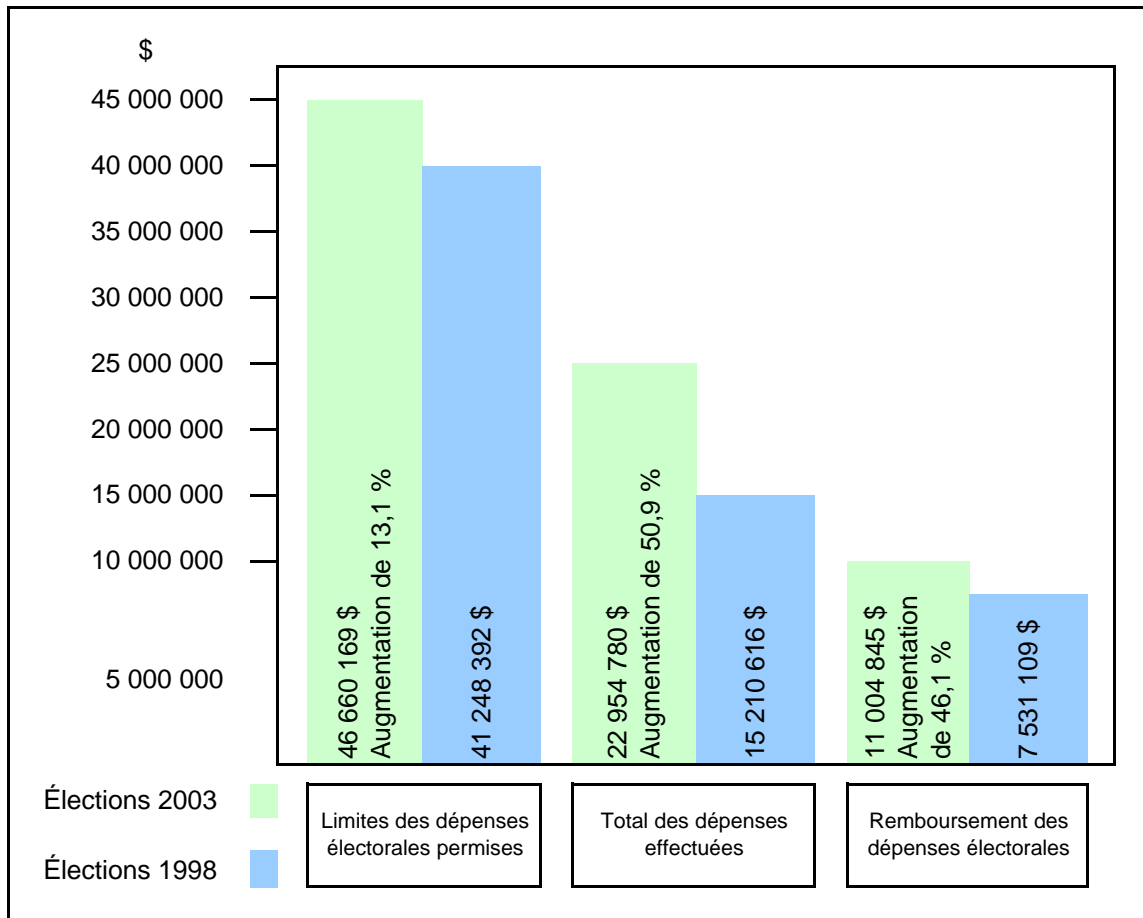
Dès réception du résultat du vote, le DGE verse au candidat une avance sur le remboursement des dépenses électorales qui correspond à 35 % de la limite des dépenses électorales permises. Sur réception d'une attestation de l'agent officiel d'un parti du montant estimé des dépenses électorales engagées, le DGE verse au parti admissible au remboursement une avance égale à 35 % du moindre de la limite permise ou du montant estimé déclaré. Les avances ainsi versées en avril 2003 totalisent un montant de 8 378 591 \$.

⁽¹⁾ En raison de leur spécificité géographique et démographique, des circonscriptions électorales bénéficient d'un traitement d'exception. Le maximum des dépenses permises a ainsi été augmenté de 0,26 \$ par électeur dans Duplessis, Rouyn-Noranda-Témiscamingue, René-Lévesque, et Ungava, et de 0,73 \$ par électeur dans Îles-de-la-Madeleine. Il s'agit des taux qui étaient en vigueur pour les élections générales de 2003.

**DÉPENSES ÉLECTORALES PERMISES, EFFECTUÉES ET REMBOURSABLES
ÉLECTIONS GÉNÉRALES D'AVRIL 2003**

Dépenses permises		Dépenses effectuées				Dépenses remboursables à 50 %	
Nom du parti ayant obtenu, en avril 2003, au moins 1% des votes valides	Montant	Élections générales		% des dépenses permises		Montant	Nombre de candidats y ayant droit
		2003	1998	2003	1998		
Action démocratique du Québec/Équipe Mario Dumont							
- le parti :	3 404 025 \$	3 324 953 \$	874 797 \$	97,7	33,3	3 324 953 \$	
- l'ensemble de ses candidats :	5 754 188 \$	3 042 061 \$	73 315 \$	52,9	1,4	2 343 538 \$	72 (22 en 1998)
Parti libéral du Québec							
- le parti :	3 404 025 \$	3 070 960 \$	2 441 029 \$	90,2	92,9	3 070 960 \$	
- l'ensemble de ses candidats :	5 754 188 \$	5 296 528 \$	4 905 365 \$	92,0	92,6	5 296 528 \$	125 (125 en 1998)
Parti québécois							
- le parti :	3 404 025 \$	3 260 284 \$	2 276 679 \$	95,8	87,3	3 260 284 \$	
- l'ensemble de ses candidats :	5 754 188 \$	4 662 859 \$	4 419 721 \$	81,0	83,4	4 574 556 \$	114 (125 en 1998)
Union des forces progressistes							
- le parti :	2 055 322 \$	95 868 \$	s/o	4,7	s/o	95 868 \$	
- l'ensemble de ses candidats :	3 459 163 \$	48 974 \$	s/o	1,4	s/o	43 003 \$	1 (s/o en 1998)
Autres partis et candidats							
- partis (5 en 2003, 7 en 1998):	4 492 863 \$	52 798 \$	139 119 \$	1,2	2,6	0	
- candidats :	9 178 182 \$	99 495 \$	80 591 \$	1,1	0,7	0	0 (3 en 1998)
Total des partis et candidats :	46 660 169 \$	22 954 780 \$	15 210 616 \$	49,2	37,1	22 009 690 \$	312 (275 en 1998)

DÉPENSES ÉLECTORALES PERMISES, EFFECTUÉES ET REMBOURSABLES



ANNEXES

ALLOCATION DE L'ÉTAT

Pour compenser l'imposition d'un plafond aux contributions des électeurs, le législateur a prévu un soutien financier de l'État. Le parti politique autorisé reçoit donc une allocation annuelle destinée à rembourser les frais relatifs à son administration courante, à la diffusion de son programme et à la coordination de l'action politique de ses membres.

Le budget total que consacre l'État à cette allocation, déterminée par la Loi électorale, équivaut à 0,50 \$ par électeur inscrit sur la liste électorale utilisée au cours des dernières élections générales, et le montant ainsi alloué est réparti entre les partis politiques en fonction du pourcentage des votes valides obtenus à ces élections. L'allocation de l'État n'est cependant pas versée de façon automatique, et son utilisation n'est pas laissée à la discrétion des partis bénéficiaires. En fait, l'allocation sert à rembourser des frais réellement engagés et payés et la présentation de pièces justificatives est exigée. Le tableau suivant démontre comment l'allocation totale de 2 745 275,50 \$ (5 490 551 électeurs inscrits x 0,50 \$) est distribuée pour l'ensemble des 9 partis politiques ayant obtenus des votes valides aux élections générales du 14 avril 2003.

**ALLOCATION AUX PARTIS POLITIQUES AUTORISÉS
POUR L'ANNÉE 2003-2004**

PARTIS AUTORISÉS	BULLETINS VALIDES (1)		ALLOCATION (2)		
			Du 15 avril 2003 au 14 avril 2004	Mensuelle	Du 15 au 30 avril 2003
	Nombre	%	\$	\$	\$
Parti libéral du Québec	1 755 863	46,0918	1 265 345,58	105 445,46	56 237,58
Parti québécois	1 269 183	33,3163	914 624,38	76 218,70	40 649,97
Action démocratique du Québec / Équipe Mario Dumont	694 122	18,2208	500 212,27	41 684,35	22 231,66
Union des forces progressistes	40 422	1,0611	29 129,72	2 427,48	1 294,65
Bloc pot	22 904	0,6012	16 505,54	1 375,46	733,58
Parti vert du Québec	16 975	0,4456	12 232,87	1 019,41	543,68
Parti égalité	4 051	0,1063	2 919,31	243,28	129,75
Parti de la démocratie chrétienne du Québec	3 226	0,0847	2 324,79	193,73	103,32
Parti marxiste-léniniste du Québec	2 749	0,0722	1 981,04	165,09	88,05
TOTAL	3 809 495	100,0000	2 745 275,50	228 772,96	122 012,24

- (1) Données extraites des résultats officiels des scrutins du 14 avril et du 20 mai 2003. Les données de base pour calculer l'allocation aux partis politiques autorisés ne tiennent pas compte des votes accordés aux candidats indépendants et sans désignation.

En conséquence, le pourcentage établi pour le calcul de l'allocation est différent de celui du rapport officiel. Le nombre de votes valides dans le rapport est de 3 817 764 alors que dans le présent tableau, il est de 3 809 495.

- (2) Calcul de l'allocation: 5 490 551 électeurs inscrits X 0,50 \$ = 2 745 275,50 \$